



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Nous nous retrouvons ce jour au cœur d'un contexte politique inédit après la censure du gouvernement Barnier/Macron et avec une situation sociale marquée à la fois par les plans de licenciements qui se multiplient dans le privé et par la réussite de la journée de grève du 5 décembre, en particulier dans l'Éducation nationale à l'appel de l'intersyndicale quasi-complète.

A ce jour la situation est loin d'être réglée pour notre démocratie et nos services publics.

L'austérité budgétaire occupe toute la place dans les discours de l'élite gouvernante, avec des projets de budget qui disent bien le monde auquel elle aspire : coupes drastiques dans l'éducation, la justice, la santé, la transition écologique et montants records pour l'intérieur et la défense... Ces choix vont toucher des services publics essentiels comme l'éducation, la santé, la justice ou la culture notamment dans les départements ou territoires ruraux déjà exsangues. Ils affecteront les politiques de solidarité qui jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale, remettent en cause des droits élémentaires et fragilisent les populations.

Le choix assumé de continuer à réduire les dépenses publiques plutôt que d'augmenter les recettes de l'État en prenant l'argent là où il est s'oppose aux urgences sociales et environnementales aussi bien qu'à la plus élémentaire justice sociale.

Chaque année nous pensons avoir touché le fond et, pourtant, le pire est toujours à venir.

Concernant la Fonction publique, en ciblant directement les agent·es publics – gel du point d'indice, passage à trois jours de carence, taux de rémunération à 90% les trois premiers mois de maladie, fin de la GIPA... – le pouvoir macronien porte une attaque brutale contre les personnels de la Fonction Publique. Ces mesures et projets néfastes accentuent encore la dégradation des conditions d'exercice des personnels, ainsi que la souffrance au travail qui devient une réalité pour un trop grand nombre de collègues aujourd'hui.

Rappelons que, selon une étude de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, dans la Fonction Publique d'Etat dont les enseignants et les enseignantes font partie, la part d'absence d'au moins un jour pour raison de santé au cours d'une semaine est bien inférieure à celle du privé. Sur le fond, les mesures annoncées sont des mesures punitives, comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades.

Il est également important de souligner que si le taux d'absence a augmenté depuis 2018, cette augmentation est parallèle aux mesures dégradant les conditions de travail : suppressions de postes, augmentation des HSA obligatoires, recul de l'âge de la retraite... et tout cela dans un cadre où la médecine de prévention reste une chimère.

La FSU dénonce également la méthode de l'admirateur d'Elon Musk qu'est Monsieur Kasbarian et en particulier l'utilisation inacceptable du terme «absentéisme» s'agissant des agent·es publics, ainsi que les contrevérités sur ce sujet, dans une forme de fonctionnaire bashing intolérable alors que les fonctionnaires tiennent à bout de bras des services publics se détériorant en raison des politiques menées ces dernières années.

Faut-il s'étonner dès lors que dans sa note de synthèse de décembre 2024 France stratégie alerte sur le fait que la fonction publique, notamment la fonction publique d'État, connaît une désaffection notable ? Dans l'enseignement, les concours connaissent des taux de sélectivité inférieurs à 1, ce qui signifie qu'il y a moins de candidat·es que de postes disponibles, et les départs volontaires sont en nette augmentation.

Même si au lendemain du vote de la censure, un certain nombre de mesures sont, de fait, suspendues, notamment celles les plus brutales contre les personnel.le.s de la fonction publique (jour de carence, maintien du gel du point d'indice, suppression de la GIPA), nous savons bien qu'elles demeurent dans les tuyaux nous ne cesserons d'être vigilant.e.s et déterminé.es contre les effets mortifères des politiques néo-libérales.

Concernant les questions de sectorisation qui nous sont présentées aujourd'hui et dont nous allons débattre lors de ce CDEN, nous alertons une nouvelle fois, et l'exemple de Castres l'illustre à l'envie, sur le discours hypocrite de nos gouvernements qui invoque sans cesse l'égalité républicaine tout en choyant l'école privée qui, richement dotée et choisissant ses élèves et appliquant à géométrie variable les «réformes gouvernementales», est un puissant levier d'accroissement des inégalités et d'entre-soi des classes dominantes tandis que le public, de plus en plus réservé aux population les plus fragiles, est à bout de souffle.

Enfin, nous ne pouvons que nous indigner du fait que le lundi 9 décembre 2024, le tribunal administratif (TA) de Toulouse a annoncé la réouverture de l'instruction du dossier sur l'A69, ce qui implique également une reprise des travaux. Alors que la Rapporteuse Publique préconise un arrêt du projet, cette décision est un passage en force, une stratégie du fait accompli. Nous appelons à une suspension immédiate du chantier jusqu'à la nouvelle audience.